

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOREM-Amoures Bouissac Energies

Lieu-dit "Saint-Jean"
34260 Ceilhes-et-Rocozels

Références : UD34/H5/CI/2023/030
Code AIOT : 0006605614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2022 dans l'établissement VALOREM-Amoures Bouissac Energies implanté Lieu-dit "Saint-Jean" 34260 Ceilhes-et-Rocozels. L'inspection a été annoncée le 04/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOREM-Amoures Bouissac Energies
- Lieu-dit "Saint-Jean" 34260 Ceilhes-et-Rocozels
- Code AIOT : 0006605614
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AMOURES BOUISSAC ENERGIES est autorisée à exploiter sur la commune de Ceilhes-et-Rocozel, au lieu-dit Saint-Jean, une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, composée de 6 éoliennes de puissance unitaire de 2,35 MW, soit un total de 14,1 MW.

L'installation est autorisée par arrêté de permis de construire n° 034 071 09 C0001 en date du 27 juin 2016 et par arrêtés préfectoraux n° 2015-I-1495 du 6 août 2015 et n° 2021-I-1308 du 26 octobre 2021 portant autorisation d'exploiter.

Le jour de l'inspection, les travaux de construction du parc éolien sont en cours (les fondations des éoliennes E14 et E15 en cours de réalisation).

Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :

- Prévion de mise en service
- Mesures de suivi
- Travaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévision de mise en service	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Prévention des risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, Article 2.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Mesures en faveur de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
12	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.1	/	Sans objet
9	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.4	/	Sans objet
10	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5	/	Sans objet
11	Travaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant veillera à faire une demande de prorogation de son arrêté d'autorisation ICPE, au titre de l'article R.515-109 du code de l'environnement relatif à la prorogation du délai de mise en service.

Plusieurs documents sont en attente. En particulier :

- le planning de chantier mis à jour,
- les caractéristiques du système de détection de l'avifaune qui sera mis en place,
- les suivis naturalistes réalisés et le justificatif du versement des données sur DEPOBIO,
- un état des lieux des zones où la végétation a été retirée et un positionnement au regard de la réglementation relative au défrichement,

Par ailleurs, les rémanents des coupes d'emprise doivent être enlevés rapidement conformément à l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévion de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Délai de mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le délai de mise en service du parc éolien Amoures Bouissac Energies, situé au lieu-dit «Saint Jean», sur le territoire de la commune de Ceilhes-et-Rocozeles, dont l'autorisation d'exploiter est accordée à la société Amoures Bouissac Energies, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 06 août 2015, est prorogé jusqu'au 06 août 2023.
Constats : Une demande de prorogation du permis de construire est prévue en début d'année 2023.
Observations : L'exploitant veillera à faire une demande de prorogation de l'arrêté ICPE, au titre de l'article R.515-109 du code de l'environnement relatif à la prorogation du délai de mise en service. Il transmettra également l'arrêté de prorogation du permis de construire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, Article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pendant la présence des personnels sur le chantier, les éventuelles barrières interdisant l'accès au site doivent rester ouvertes. L'itinéraire d'accès au chantier doit être balisé par un fléchage depuis la route départementale et un point de rencontre (P.R.) avec les secours publics sera défini par le coordonnateur de sécurité et communiqué au Service Prévision Départemental du S.D.I.S. Durant la phase chantier, une aire temporaire de poser l'hélicoptère (hélisurface) devra être réalisée à proximité du site afin de permettre un secours rapide.
Constats : Le SDIS est venu sur site avant le début du chantier. Cette première visite a abouti à un deuxième avis du SDIS relatif aux dispositions à prendre pour le risque incendie. Ce 2ème avis diffère de celui formulé dans le cadre de la demande d'autorisation du parc éolien et sur lequel

l'inspection des installations classées s'était appuyé pour fixer les prescriptions de l'arrêté préfectoral. Une nouvelle visite sur site est prévue par le SDIS fin janvier 2023 après la mise en place par l'exploitant d'une bâche incendie.
Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant remettra le nouvel avis du SDIS (sous format pdf).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mesures en faveur de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Système de Détection de l'Avifaune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux mois avant le démarrage des travaux, l'exploitant fournit les éléments suivants à la DREAL : [caractéristiques du système de détection de l'avifaune]
Constats : En juillet 2022, il a été convenu que le choix du fournisseur du SDA ainsi que le paramétrage proposé vis-à-vis des espèces cibles serait transmis à la DREAL fin 2022. L'installation du SDA est prévue pour fin 2023.
Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant remettra les éléments relatifs au SDA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etude naturaliste avant travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les protocoles de suivi mis en œuvre devront être préalablement validés par la DREAL. Un premier état des lieux naturalistes est fait avant travaux, dans la zone d'étude de référence de l'étude d'impact, suivant des méthodes qui seront répétées à l'identique après travaux, afin de comparer les effets du projet et ceux de l'évolution naturelle des populations d'espèces concernées.
Constats : EXEN a réalisé l'étude naturaliste sur le volet avifaune et chiroptères. ABIES a réalisé le volet flore. Par courriel du 23/11/22, l'exploitant a indiqué que ces bureaux d'études annoncent un rendu des rapports des états initiaux d'avant chantier au premier trimestre 2023 et un téléversement des données sur DEPOBIO dans le même délai.
Observations : Le protocole aurait dû être remis à la DREAL avant la réalisation de ces études. Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra les études naturalistes ainsi que le justificatif de versement des données sur DEPOBIO. Le cas échéant, à la lecture de ces deux études, la DREAL formulera des demandes d'ajustement pour la réalisation des suivis à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi Aigle Royal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les suivis prévus par les articles 3.5.1 et 3.5.2 du présent arrêté, un suivi spécifique des aigles royaux présent dans la haute vallée de l'Avène est assuré par l'exploitant.</p> <p>Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est transmis à la DREAL 6 mois avant sa mise en œuvre.</p> <p>Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les cinq premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.</p> <p>Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le suivi spécifique pourra s'appuyer sur l'équipement par balise télémétrique de l'aigle royal de la haute vallée de l'Avène susceptible d'être porté par le CRBPO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris " Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le massif central ".</p>
<p>Constats : Le suivi spécifique Aigle Royal est réalisé par le bureau d'étude EXEN qui avait réalisé l'actualisation des inventaires oiseaux en 2019 et qui s'est chargé de l'état initial avant l'ouverture du chantier.</p> <p>Le protocole de suivi de l'Aigle Royal a bien été transmis à la DREAL par courrier du 15/06/22.</p> <p>Le suivi spécifique est bien mis en place par l'exploitant dès le début de la construction du parc et le rapport associé sera transmis au 1er trimestre 2023 avec un téléversement des données sur DEPOBIO prévu au même moment.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir sollicité le bureau d'étude Exen pour faire la demande des données télémétriques de suivi du couple d'Aigle du Guilhaumard.</p>
<p>Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le suivi spécifique de l'Aigle royal et le justificatif de versement des données sur DEPOBIO</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant relance le bureau d'études Exen pour obtenir les données télémétriques. La réponse de l'association détentrice de ces données sera transmise à la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Informations avant travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par mail, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.</p>

<p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique – Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <p>des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;</p> <p>pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).</p> <p>A ce titre, le demandeur communiquera les formulaires de déclaration d'ouverture de chantier et d'achèvement des travaux dès qu'ils auront été enregistrés en mairie.</p> <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS départemental de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.</p> <p>Si, par suite des travaux ou d'un fait quelconque, des vestiges pouvant intéresser l'art, l'histoire ou l'archéologie étaient découverts fortuitement, le demandeur est tenu d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au Préfet.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les courriels d'information auprès de DGAC, du ministère des Armées et du SDIS.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'à ce stade aucun vestige n'a été découvert.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le périmètre des travaux de construction ou de démantèlement du parc éolien (dans le cas d'un arrêt définitif ou d'un repowering) comprend les pistes d'accès pour accéder au site du projet, les zones de travaux pour le montage des éoliennes, les zones de stockage de la terre excavée, le poste de livraison, les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ainsi que le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que celui les reliant au poste de livraison créé et ce dernier au poste existant).</p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limitée au strict nécessaire tel qu'évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection de la DREAL lors de la transmission du planning des travaux prescrite à l'article 3.7.3 du présent titre.</p> <p>Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a remis un plan d'infrastructures exhaustif comprenant les emprises chantier (clôturée en rouge), les talus et toutes les emprises temporaires (base vie, zone de lavage des toupies, zones de stockage, de grutage...)</p> <p>La superficie totale du périmètre des travaux est évaluée à 7,3 ha.</p> <p>La cartographie fait état de zones avec "végétation à retirer et terrain à niveler". L'exploitant précise que la végétation a été retirée dans ces zones dans le cadre de la construction du parc (pour l'accès notamment) ou à la demande des agriculteurs. L'exploitant n'a pas sollicité d'autorisation de défrichement.</p> <p>Par ailleurs, à proximité de l'éolienne E14, une forêt de pins auraient été défrichée par un</p>

agriculteur.
Observations : Dans un délai de deux mois, l'exploitant fournira un état des lieux des zones où la végétation a été retirée (localisation, superficie, type d'habitats, photos avant/après) et se positionnera au regard de la réglementation relative au défrichement.
Dans ce même délai, l'exploitant transmettra le courrier de l'agriculteur confirmant le défrichement qu'il a lui-même réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Période de travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de préserver les espèces et notamment de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (débroussaillage, décapage, terrassement, réalisation et destruction des fondations.....) et au raccordement sont interdits en phase de reproduction, soit du 15 mars au 31 juillet. En outre, Les travaux de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (si nécessaire) ne sont autorisés qu'entre le 1er septembre et le 15 novembre.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pouvaient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par la DREAL Occitanie après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par la DREAL Occitanie.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspecteur de la DREAL la date de démarrage du chantier, deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée à l'inspecteur de la DREAL.</p>
<p>Constats : Un premier planning des travaux avait été transmis à l'inspection le 26/07/22.</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a envoyé la déclaration d'ouverture des travaux et le planning des travaux mis à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture du chantier le 29 août, - Arrivée des éoliennes fin septembre 2023, - Mise en place du SDA fin 2023 - Première injection fin janvier 2024. <p>Le jour de la visite, les fondations des éoliennes E14 et E15 sont en cours de réalisation. Le planning est légèrement décalé. Les coulages reprendront l'année prochaine.</p>
<p>Observations : Dans un délai de 15 jours, le planning sera modifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avec les dates du défrichement déjà réalisé, - les dates de remise en état des pistes et des plateformes et la date de livraison du poste de livraison seront mises en cohérence avec l'arrêté préfectoral, - selon l'avancement actuel du chantier.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de préparation et encadrement du chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux dans le cadre de la procédure de marché public et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents. /.../ L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un bureau d'études (écologue...) chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.</p> <p>Ces documents sont transmis sur demande de l'inspecteur de la DREAL.</p> <p>Constats : L'exploitant a remis en amont de l'inspection la "Notice de Respect de l'Environnement (NRE) et Plan d'Actions Environnementales (PAE)". Ce document précise les exigences attendues par l'exploitant pour la réalisation du chantier. Ces dispositions reprennent les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du site en matière de période de travaux, balisage du chantier, circulation d'engins, déblais/remblais, moyens de lutte contre la pollution et suivi du chantier.</p> <p>Cette NRE est transmise aux prestataires lors de la consultation. Elle est contractuelle. Des sessions rapides de sensibilisation sont effectuées par la société écologue à l'arrivée de nouveaux prestataires sur le chantier.</p> <p>En page 19 de ce document, il est noté qu'un élagage est prévu entre début août et mi-mars. L'exploitant indique le jour de l'inspection que l'élagage est en fait prévu de mi à fin août. L'écologue précise que cette période ne pose pas de difficultés puisque le site ne présente pas d'enjeu particulier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Travaux
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture du périmètre du chantier et balisage des stations à protéger :
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les zones humides proches des pistes, des plate-formes et des tranchées.</p> <p>Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment. Des mesures spécifiques de préservation environnementale</p>

peuvent à ce stade être rajoutées dans les documents visés à l'article 3.6.3 du présent arrêté.
Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur de la DREAL pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention.
Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent) et permettre la mise en défens de tous les milieux naturels et espèces protégées et patrimoniales.
Constats : La société écologue est la société ABIES. Aucune zone n'est jugée sensible par ABIES.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Travaux
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage robuste par un écologue, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation, afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées et patrimoniales. Le déplacement des engins doit éviter les chemins identifiés comme à enjeux pour les amphibiens et les reptiles. Cette mesure sera incluse et détaillée dans le cahier des charges de consultation des entreprises. /.../ Ils devront circuler uniquement sur les zones définies et balisées dans le cadre du chantier. La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.
Constats : Ces exigences sont reprises dans la NRE du chantier. Il a été observé sur le chantier : <ul style="list-style-type: none"> - la présence de panneaux de limitation de vitesse, - la présence de piquetage limitant les zones de circulation, - que les engins sont garés dans les zones terrassées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déblais/remblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : /.../ Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains. Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. /.../
Constats : Ces exigences sont reprises dans la NRE.

<p>Il est observé lors de la visite sur le chantier la présence de stockages différents des déblais et de la terre végétale.</p> <p>Toutefois, des rémanents sont laissés sur site à la demande des agriculteurs (pour le chauffage notamment).</p> <p>Des souches sont placées sur le bord de la piste donnant accès au parc. L'exploitant indique qu'il était prévu de faire des garennes à lapins pour l'Aigle Royal. Plusieurs camions (10) ont déjà été expédiés. Les souches restantes seront prochainement broyées.</p>
<p>Observations : Dans un délai d'un mois, les rémanents seront enlevés. Les déchets de bois expédiés doivent être répertoriés dans un registre tenu par l'exploitant. Ce registre doit répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre la pollution</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus; mise en place de barrières à l'entrée des PPI (Périmètre de Protection Immédiate) des captages d'eau ; - mise à disposition de kits anti-pollution; - pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies; - entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur, - stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation, - stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées. - limiter l'intrusion des eaux de ruissellement extérieures à la zone de travaux par des aménagements appropriés tels que pente inversée, merlon etc..., - interdiction durant les travaux d'écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche. - création de fossés enherbés, dans la limite des prescriptions du paragraphe 3.1.1 concernant la réduction des facteurs d'attractivité pour l'avifaune, le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plateformes, - aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI, - installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.
<p>Constats : Ces exigences sont reprises dans la NRE.</p> <p>Lors de la visite du chantier, il a été observé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une benne étanche choisie comme solution par l'exploitant à la place d'une membrane pour les zones de nettoyage des toupies, avec des traces de laitance ; - l'absence d'aire de rétention pour l'entretien des véhicules. L'entretien est réalisé en atelier à l'extérieur. Si une intervention est nécessaire sur site, la NRE prévoit "la mise en place d'une aire de

rétenction étanche".

- l'absence de stockage des déchets de chantier potentiellement polluants ;
- la présence de fossés ;
- la présence de stockage de produits "MAPEFORM" en l'absence rétenction.

Suite à l'inspection, l'exploitant a remis :

- la fiche de données de sécurité de ce produit. Il n'y est pas indiqué de mention de danger relative à l'environnement. Toutefois, des précautions pour la protection de l'environnement y sont spécifiées.
- un "plan d'assainissement" présentant les mesures prises lors de la phase chantier pour réduire les risques potentiels de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines. Y sont indiqués la mise en place des mesures suivantes :
 - * balisage de la zone de protection rapprochée d'un captage d'eau,
 - * benne étanche pour le nettoyage des toupies avec pose d'une membrane en supplément suite à l'inspection,
 - * rétenction sous le stockage du produit MAPEFORM VB2 suite à l'inspection,
 - * merlons pour dévier les eaux de ruissellement du bassin versant amont,
 - * fossé récoltant les eaux de ruissellement du bassin versant amont et redistribuant ces eaux en aval de la piste par des buses régulièrement espacées, sans interception avec la piste d'accès
 - * fossés longeant la piste d'accès
 - * en complément du fossé récoltant les eaux de ruissellement du bassin versant amont, un caniveau central est prévu sur toute la traversée du périmètre de protection rapproché (PPR) pour canaliser les eaux de ruissellement interceptées par la piste et pour les rejeter en aval du PPR,
 - * fossé débouchant sur un filtre pour éviter les rejets d'eaux transportant des fines.

L'exploitant précise également dans son plan d'assainissement qu'une étude est en cours avec le bureau d'étude hydrogéologue Calligée sur la mise en place de plusieurs bassins de décantation proches des éoliennes (alimentés par des fossés).

Il n'a pas été vérifié la mise à disposition de kits anti-pollution. Ce point est vérifié par la société écologue lors de chaque passage sur le chantier.

Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant :

- prendra les dispositions nécessaires pour éviter et supprimer les traces de laitance à même le sol (fournir des photos justifiant de la suppression des traces et de la membrane utilisée pour éviter de nouvelles traces) ;
- prendra les dispositions nécessaires pour éviter une dispersion accidentelle du produit MAPEFORM pour le stockage principal et aussi pour les bidons déplacés sur le chantier pour utilisation (fournir des photos justifiant des moyens mis en place : rétenction, baches imperméables, autre).
- informera la DREAL des conclusions de l'étude sur l'opportunité de la mise en place de bassins de décantation.

En outre, l'exploitant indiquera si l'étude géotechnique réalisée en amont des travaux a conclu sur la nécessité de modifier le type des fondations prévues initialement et leurs impacts sur la géologie, l'hydrogéologie, les eaux souterraines, la santé et le respect des arrêtés préfectoraux relatifs aux captages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2021, Article 5.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du chantier

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un bureau d'études ou une association compétents sur les thématiques suivantes : flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier, est mandaté par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans la suite du présent arrêté, ces bureaux d'études ou associations compétents sont désignés par le terme "intervenants".</p> <p>Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de la DREAL Occitanie, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier.</p> <p>Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avant le début des travaux, un passage de chiroptérologues cordistes sera réalisé, afin de vérifier que les arbres de la zone d'emprise des travaux voué à être abattu ne présente pas de cavité utilisée comme gîte pour les chiroptères. L'occupation des cavités sera systématiquement vérifiée à l'aide d'un endoscope. En cas de non occupation la cavité sera bouchée pour éviter toute occupation ultérieure. En cas d'occupation, l'arbre sera balisé, non coupé lors des travaux et un écologue assurera en lien avec le chef du chantier une future coupe non impactante pour les individus. - 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL; - une périodicité hebdomadaire durant les phases de libération des emprises et de construction. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspecteur de la DREAL. En cas de phase critique de chantier, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase. <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent et fournissent immédiatement des solutions à l'exploitant qui lui même communique dans un délai de 24h maximum les éléments à l'inspecteur de la DREAL Occitanie.</p> <p>/.../</p>
<p>Constats : Ces exigences ont été reprises par l'exploitant la NRE.</p> <p>Le suivi du chantier a été confié au bureau d'étude ABIES. Les coordonnées des écologues ainsi que leur calendrier d'interventions ont été transmis.</p> <p>Suite à l'inspection, l'ensemble des rapports ABIES d'août à début novembre a été envoyé.</p>
<p>Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant fournira un calendrier plus précis au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de passage de chiroptérologues cordistes, - la date de passage des écologues avant le démarrage des travaux , - les semaines de passages réalisés et prévus durant les phases de libération des emprises et de construction. La périodicité hebdomadaire doit être respectée pendant ces phases spécifiques du chantier. <p>Dans un délai d'un mois, seront envoyés les rapports ABIES pour les passages effectués après le 08/11/22 ainsi que le rapport correspondant au passage des écologues avant le démarrage des travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois